

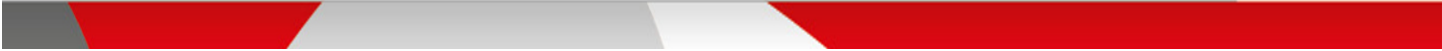
Commentaires dans le cadre de la
consultation publique initiée le 17
décembre 2014 par l'ARCEP relative au
modèle de tarification de l'accès aux
réseaux mutualisés en fibre optique en
dehors des zones très denses

27 février 2015



Tutor
La fibre publique

VERSION NON
CONFIDENTIELLE



L'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ci-après l'« **ARCEP** » ou « l'**Autorité** ») a initié la présente consultation publique sur le modèle générique de tarification de l'accès aux réseaux mutualisés en fibre optique en dehors des zones très denses (ZTD) afin de recueillir les commentaires des acteurs du secteur quant aux aspects tarifaires et opérationnels de l'accès à ces réseaux.

A l'heure où les perspectives de déploiement de fibre optique connaissent quelques incertitudes compte tenu des regroupements en cours au sein du secteur des télécoms¹, la problématique est d'importance.

En effet, la question des tarifs, à l'image de ce qu'elle a pu être dans le cadre du dégroupage est un élément clé et conditionne fortement le potentiel succès du développement du très haut débit en France et, partant, l'aménagement numérique du territoire.

La société Tutor (ci-après « **Tutor** ») a choisi de s'investir pleinement dans le développement des réseaux de fibres. Son activité est centrée sur la conception, le déploiement et l'exploitation de réseaux de fibres optiques. Les activités de Tutor se concentrent principalement sur les réseaux d'initiative publique (RIP) sur lesquels elle développe une activité d'opérateur d'opérateurs. Présente depuis plus de dix ans dans ces métiers, Tutor bénéficie d'une importante expérience s'agissant du développement des réseaux de fibres optiques en zones moins denses (ZMD). Elle dispose ainsi d'une vision concrète des spécificités relatives à l'établissement des réseaux sur ces zones, ainsi qu'à leur commercialisation.

Ainsi, Tutor exploite pas moins de 10 réseaux de fibres optiques, répartis sur l'ensemble du territoire pour un total de plus de 500 000 prises raccordables à terme. D'ores et déjà plus de [10 000 à 50 000] prises sont raccordées.

Tutor se félicite des travaux menés par l'ARCEP car ceux-ci vont permettre de donner davantage de visibilité et prévisibilité aux opérateurs.

A travers cette contribution à la consultation publique lancée par l'ARCEP sur le modèle générique de tarification de l'accès aux réseaux mutualisés en fibre optique en dehors des zones très denses, Tutor souhaite appeler l'attention sur un certain nombre de problématiques qui font la spécificité des réseaux de fibres optiques en ZMD et qui ne semblent pas être correctement retranscrites dans le modèle élaboré par l'ARCEP, ce qui pourrait conduire à la détermination de tarifs inadaptés à la réalité des ZMD.

Dans le souci d'être le plus efficace et pertinent possible et dans la mesure où l'ensemble des questions figurant dans la consultation publique de l'ARCEP n'appellent pas nécessairement de commentaires de la part de Tutor, celle-ci a choisi de présenter ses observations de manière synthétique en s'arrêtant plus particulièrement sur cinq problématiques spécifiques qui sont les suivantes :

¹ Voir notamment l'article des Echos daté du 5 novembre 2014 : « La fusion SFR-Numericable perturbe le déploiement de la fibre optique ».

- Le caractère contestable ou non étayé de certaines hypothèses structurantes retenues par l'ARCEP dans le modèle ;
- La non-prise en compte des spécificités inhérentes aux ZMD en particulier en matière de commercialisation des services et l'impact du mécanisme de la réserve ;
- L'absence de caractère incitatif du modèle de tarification proposé ;
- La question du renouvellement des lignes cofinancées et du tarif applicable dans ce cadre ;
- La sensibilité du modèle à différentes variables.

[SDA]

Enfin, Tutor profite de la présente contribution pour souligner l'importance de la réussite du développement des réseaux fibre dans les ZMD. Si à l'heure actuelle, les problématiques de débit se posent essentiellement sous forme de vitesse de téléchargement ou de qualité d'images, la situation pourrait devenir radicalement plus impactante pour les utilisateurs finaux dans le cadre du développement de l'Internet des Objets (IdO ou IoT pour *Internet of Things*).

En effet, le développement des nouveaux usages, tels qu'en particulier les objets connectés, est lié à l'offre de débit disponible et notamment de débit remontant des sites utilisateurs vers le réseau. L'essor de ces nouvelles activités sera donc d'autant plus freiné que l'offre de débit sera insuffisante.

Or ces nouveaux secteurs, regroupés sous la notion d'Internet des Objets, apparaissent comme une véritable révolution en termes de développement économique. Le risque est alors de voir des territoires entiers où cette offre de débit ne pourra pas répondre aux développements de ces nouveaux besoins et usages avec pour conséquence d'entraver le développement économique de ces territoires.

La considération peut ici paraître lointaine. Pourtant, si le modèle générique en cours d'élaboration ne devait pas permettre d'élaborer des tarifs susceptibles de convaincre les opérateurs d'investir sur le déploiement de la fibre, il pourrait *in fine* aggraver les disparités en matière de débit et d'offre et, par conséquent, la « *fracture numérique* ». C'est déjà le sens de certaines analyses, en particulier du rapport Champsaur².

Cette problématique, à laquelle l'ARCEP apparaît sensible³, doit, selon Tutor, prendre toute sa place dans la réflexion sous-jacente au déploiement de la fibre en France et, partant, à la modélisation de la tarification de l'accès aux réseaux mutualisés en fibre optique en dehors des zones très denses.

² Rapport sur la Mission sur la transition vers les réseaux à très haut débit et l'extinction du réseau de cuivre présidée par M. Paul Champsaur, décembre 2014, page 39

³ Cf. la consultation publique de l'ARCEP en date du 25 juillet 2014 sur l'utilisation des bandes de fréquences « libres » mais aussi l'article « *Vers l'avènement de l'internet des objets* » issu de la Lettre de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes de janvier-février 2009

1) Pertinence et objectivité de certaines hypothèses structurantes retenues par l'ARCEP

Deux hypothèses structurantes pour le modèle appellent plus particulièrement des commentaires de la part de Tutor : la première est relative au tarif retenu par l'ARCEP sur le segment PM-PBO (cf. point a)), la seconde a trait aux coûts de génie civil (cf. point b)).

a) Le tarif retenu par l'Autorité pour le segment PM-PBO

L'une des hypothèses structurantes sur laquelle repose le modèle est le tarif applicable sur le segment PM-PBO.

En effet, ce tarif est essentiel non seulement pour la détermination des tarifs de l'accès passif à la ligne en cofinancement mais également pour les autres tarifs puisque, dans une logique de cohérence tarifaire, nécessaire pour assurer une échelle des investissements vertueuse, ce tarif impacte également la détermination des autres prestations (offres d'accès FTTH en location à la ligne passive ou active). Ainsi les opérateurs doivent pouvoir intervenir au niveau qu'ils souhaitent dans l'échelle des investissements et disposer de conditions tarifaires sur le marché de gros leur permettant en toute hypothèse de répliquer dans des conditions tarifaires non discriminatoires les offres proposées sur le marché de détail.

Dans le cadre du modèle générique, l'ARCEP indique que le tarif observé sur le marché « *se situe autour d'un ordre de grandeur de 500 euros par ligne pour le segment PM-PBO pour des PM regroupant de l'ordre de 300 à 1000 lignes* »⁴.

A ce stade, deux remarques s'imposent :

- Calibrer le modèle sur un tel niveau de prix, en dehors de toute explication, justification ou précision quant aux détails du calcul ayant mené à ce résultat, qui est relégué à une simple note de bas de page, ne permet pas de répondre à l'objectif affiché de cette modélisation à savoir le besoin de la part des acteurs « *d'obtenir une visibilité accrue sur les mécanismes de détermination des tarifs des offres de gros en zones moins denses, notamment afin de fiabiliser l'établissement de leurs plans d'affaires* »⁵.

Or, procéder de la sorte contrevient aux règles fixées tant par la Commission européenne que par l'Autorité elle-même.

Rappelons en effet que l'Autorité dans sa décision n° 2010-1312 en date du 14 décembre 2010 relative aux modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses précise que la fixation des tarifs doit respecter les principes « *de transparence, non-discrimination, d'objectivité, d'efficacité et de*

⁴ Voir note de bas de page n°4 p.6 de la consultation publique

⁵ Voir p. 9 de la consultation publique.

pertinence »⁶. Le respect de ces principes suppose en particulier de pouvoir rapporter la preuve d'éléments de coûts objectifs.

De même, dans sa recommandation du 11 septembre 2013 relative aux méthodes de calcul des coûts et la promotion de la concurrence dans le haut débit, la Commission européenne a précisé que « *les autorités de régulation nationales devraient tenir compte des principes de transparence et de prévisibilité réglementaire [...] lorsqu'elles fixent des tarifs d'accès orientés vers les coûts, [...] lorsqu'elles élaborent la méthode de calcul des coûts recommandée* »⁷.

Enfin, l'ARCEP dans la présente consultation publique rappelle « *[...] afin de respecter les principes d'objectivité, de pertinence et de transparence fixé par ce cadre, il est indispensable d'établir une relation entre les tarifs d'une part, et le coût et le niveau de rémunération des investissements d'autre part* »⁸.

A l'évidence, ces différents principes sont méconnus en l'espèce et il est donc indispensable que l'ARCEP s'appuie sur des éléments de coûts tangibles et objectifs pour déterminer le tarif du segment PM-PBO, tant en ZTD qu'en ZMD.

Le modèle doit ainsi intégrer un détail des coûts sous-jacents au tarif applicable.

Le point est d'autant plus essentiel que, comme Tutor l'a constaté en effectuant des tests de sensibilité, cette donnée d'entrée a un fort impact sur le niveau de tarif applicable. Ainsi, une évolution à la baisse de 10% de ce tarif conduit à constater une baisse dans des proportions comparables des tarifs des différentes prestations (cf. point 5)b) pour plus de détails).

- Outre le fait que le chiffre de 500 euros n'est étayé par aucun élément de coût tangible et objectif permettant d'asseoir sa pertinence, il faut relever qu'il s'agit en toute hypothèse d'une donnée applicable en ZTD. Dès lors, retenir l'hypothèse selon laquelle le prix du segment PM-PBO en ZMD serait de 500 euros et, partant, équivalent à celui constaté en ZTD, revient à vouloir assimiler les ZMD et les ZTD.

De ce point de vue, Tutor estime également que l'Autorité fait fausse route, cette tarification de 500€, à supposer qu'elle soit effectivement objective et pertinente (ce qui n'est pas établi pour l'heure ainsi que Tutor l'a déjà rappelé), est propre aux ZTD et il n'est nullement démontré qu'elle correspond à la situation applicable en ZMD. On peut d'ailleurs en douter dès lors que les conditions de déploiement, notamment, sont différentes (compte tenu de la moindre densité de l'habitat, certes le linéaire de fibres à poser est plus important mais les travaux de déploiement et d'établissement sont généralement plus faciles et moins coûteux à réaliser). Il ne faudrait pas qu'au travers de son modèle et dans un souci d'homogénéisation au demeurant louable, l'ARCEP décorrèle entièrement la tarification des spécificités de la zone (ZMD ou ZTD, mais

⁶ Décision de l'ARCEP n° 2010-1312 du 14 décembre 2010 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses, article 9.

⁷ Recommandation 2013/466/UE de la Commission européenne du 11 septembre 2013 sur des obligations de non-discrimination et des méthodes de calcul des coûts cohérentes pour promouvoir la concurrence et encourager l'investissement dans le haut débit, point 38.

⁸ Voir p. 9 de la consultation publique.

aussi topographie, infrastructures existantes, conditions de commercialisation, etc...) et, partant, des coûts propres à la zone en question.

C'est au sens de Tutor une erreur car l'approche retenue, puisqu'elle traite les territoires de façon homogène, ne permet pas de tenir compte des spécificités propres aux ZTD ou aux ZMD, les coûts de construction étant en particulier un facteur essentiel dans l'établissement des tarifs de gros commercialisés.

Tutor souhaite par ailleurs rappeler que si le cadre réglementaire tend vers un objectif d'homogénéisation des tarifs de gros applicables, cet exercice ne saurait pour autant conduire à augmenter artificiellement les tarifs des prestations dans les cas hypothétiques où les coûts de déploiement en ZMD seraient inférieurs à la moyenne des ZTD, sauf à méconnaître les principes de transparence et d'objectivité précités.

Bien évidemment et puisqu'il peut y avoir des cas où les coûts en ZMD seraient supérieurs à cette moyenne, il ne s'agit là que d'une hypothèse qui sous-tend l'idée selon laquelle l'ARCEP ne devrait pas, selon Tutor, sacrifier à sa quête d'homogénéité la prise en compte des spécificités des territoires au cas par cas.

Ainsi, si les coûts supportés en ZMD devaient être moindres, cette différence doit être traduite dans le modèle. Procéder autrement conduirait à une augmentation artificielle des tarifs au préjudice des opérateurs comme des consommateurs, pénaliserait les réseaux implantés en ZMD (et ce d'autant que les coûts de commercialisation y sont plus élevés qu'en ZTD) et aurait un effet désincitatif à l'égard des collectivités et des opérateurs puisque ceux-ci n'auraient plus aucun intérêt à travailler à l'optimisation technique et tarifaire de leurs réseaux.

Pour l'ensemble de ces raisons, il paraît nécessaire que l'ARCEP justifie de manière plus précise et plus détaillée les différents éléments de coûts qui l'ont amené à fonder son modèle générique sur un tarif de 500 euros par ligne pour le segment PM-PBO pour des PM regroupant de l'ordre de 300 à 1000 lignes et l'ajuste le cas échéant.

En outre, les opérateurs et les collectivités publiques doivent pouvoir s'écarter du tarif proposé par l'ARCEP à la condition que le tarif retenu corresponde effectivement aux coûts supportés, ceux-ci devant pouvoir être établis de manière objective.

En conséquence, plutôt que de chercher à imposer un tarif générique, Tutor estime que la solution la plus appropriée consisterait à déterminer les postes de coûts à prendre en compte et leurs règles de comptabilisation pour fixer le tarif applicable au segment PM-PBO. Une fois ces règles posées, chaque opérateur d'infrastructure pourra déterminer le tarif applicable au segment PM-PBO dans le respect des principes d'objectivité, de pertinence, d'efficacité, de transparence et de non-discrimination exigés par la réglementation tout en tenant compte de ses spécificités propres.

b) Le coût du génie civil

Selon le modèle proposé par l'ARCEP, le coût de déploiement lié à l'utilisation du génie civil (GC) va connaître une multiplication par un facteur supérieur à 10 sur une période de 25 ans (passage de 2,36€ à l'année 1 à 25€ à l'année 25).

Là encore, si l'on se réfère au texte même de la consultation, il semble que l'Autorité ne se soit pas totalement assurée de la pertinence et de l'objectivité de ses hypothèses. En effet, l'ARCEP indique que les données présentées « *sont issues d'une simulation et sont ainsi à prendre avec précaution* » et qu'« *afin de simuler la trajectoire d'évolution du tarif d'accès au génie civil d'Orange en zone mutualisée, l'Autorité a jugé pertinent de ne pas se livrer à l'exercice à la fois complexe et arbitraire de modélisation des dynamiques propres aux différents paramètres sous-jacents à ce tarif et, en conséquence, a fait le choix de s'appuyer uniquement sur une hypothèse médiane de vitesse de pénétration de la fibre à l'échelle nationale* »⁹.

Le point est pourtant d'importance, le coût du GC ayant un impact significatif sur le tarif des différentes prestations (cf. point 5)a) pour un exemple chiffré).

En tout état de cause, l'évolution du coût de GC modélisée par l'ARCEP est inquiétante. Si Tutor peut admettre que le coût du GC soit impacté à la hausse compte tenu de la bascule progressive du cuivre vers la fibre, elle juge l'évolution envisagée par l'ARCEP tout à fait déraisonnable dès lors qu'elle ne tient pas parallèlement compte d'autres éléments, notamment ceux tenant au fait que le GC est pour une large part existant et que les investissements futurs se limiteront donc à des investissements de maintien.

A cet égard, Tutor souhaite rappeler les remarques formulées par SFR dans le cadre de la précédente consultation publique relative au modèle générique de tarification de l'accès aux réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses et dans le cadre de laquelle SFR indiquait notamment que « *il n'[a] pas été pris en compte le fait que le génie civil est uniquement sujet à des investissements de maintien en l'état et non à un réinvestissement massif. Dès lors, la redevance totale du GC devrait structurellement baisser dans le temps. On ne voit donc pas pourquoi le coût dans le modèle se stabilise à 25€ par an alors qu'il devrait baisser au long terme* ».

Dans ce contexte et compte tenu de l'importance des coûts de GC pour le modèle, Tutor souhaite que les coûts de GC soient clairement détaillés et explicités et qu'une modélisation commune et partagée par tous les acteurs puisse être arrêtée dans le respect des principes d'objectivité, de pertinence, d'efficacité, de transparence et de non discrimination exigés par la régulation.

⁹ Voir p. 20 de la consultation publique.

2) *Les spécificités liées aux conditions de commercialisation sur les réseaux implantés en ZMD et le mécanisme de la réserve*

A titre liminaire, Tutor souhaite rappeler quelques spécificités relatives à la commercialisation des services sur les RIP.

En premier lieu, il ne saurait être contesté que la souscription aux offres de cofinancement est aujourd'hui, sur le FTTH, compte tenu du nombre de lignes susceptibles d'être souscrites et des investissements associés, réservée aux opérateurs ayant une surface financière conséquente. Seul un nombre limité d'opérateurs est donc susceptible d'y souscrire, du moins à court ou moyen terme, les opérateurs de taille plus modeste intervenant nécessairement par le biais d'une offre de location à la ligne.

En second lieu, en ZMD, s'ajoute une difficulté supplémentaire tenant à la plus faible densité de population qui de ce fait accroît le coût du financement du déploiement du réseau, ainsi que les coûts et risques de commercialisation.

Dans un contexte de marché où les capacités de financement des opérateurs sont contraintes, ceux-ci vont par priorité réserver une intervention en cofinancement sur les ZTD. S'agissant des ZMD et afin de limiter leurs risques, ils privilégieront les offres de location à la ligne qui leur permettent de prendre pied sur une zone donnée pour un montant d'investissement plus limité.

Une fois leur base de clientèle constituée, les opérateurs pourront ensuite envisager une montée dans l'échelle des investissements (à l'image de l'évolution observée dans le cadre des marchés haut débit) et basculer sur une offre cofinancée.

Les chiffres enregistrés par Tutor sur les différents réseaux qu'elle exploite et les négociations qu'elle peut mener depuis plusieurs années avec les différents opérateurs de détail dans le cadre de la commercialisation de ces réseaux sont révélateurs de cet état de fait : les grands opérateurs intégrés, lorsqu'ils ont une appétence pour intervenir sur les RIP en ZMD¹⁰ sont réticents à souscrire à l'offre de cofinancement et préfèrent intervenir via la souscription d'offres de location à la ligne passive ou active.

[SDA]

Si certains opérateurs de dimension nationale ont manifesté un intérêt pour des déploiements de plus grande ampleur, ils considèrent pour l'heure que les tarifs de location à la ligne ne sont pas suffisamment incitatifs pour leur permettre d'intervenir dans des conditions de viabilité économique satisfaisante (notamment pour envisager une migration de leurs abonnés cuivre vers la fibre).

¹⁰ D'aucuns estiment en effet que l'opérateur historique n'aurait en toute hypothèse pas intérêt à intervenir dans ces zones (voir par exemple l'article des Echos « L'enjeu du très haut débit au cœur du deuxième mandat de Stéphane Richard en date du 27/03/2014 dans lequel il est notamment indiqué « *Orange a mis le frein à main pour maintenir ses clients sur le cuivre* » estime Stéphane Leluc. L'opérateur retire plus de 2 milliards d'euros par an du vieux réseau téléphonique, notamment en le louant à ses concurrents pour leur offres haut débit (ADSL) »).

L'offre de location à la ligne, en particulier l'offre activée, est donc un élément central dans le développement de la fibre en ZMD alors que parallèlement l'offre en cofinancement du fait des barrières à l'entrée qu'elle génère au regard du montant d'investissement nécessaire n'est aucunement souscrite. Il paraît souhaitable que cette spécificité soit mieux intégrée dans le modèle proposé par l'ARCEP.

Sur ce point, le mécanisme de réserve prévu par l'ARCEP dans le modèle générique est susceptible de s'avérer particulièrement pénalisant.

En effet, dans la mesure où l'opérateur d'infrastructure déploie des lignes sans savoir si celles-ci seront ou non souscrites, l'ARCEP prévoit la mise en place d'un mécanisme de réserve qui consiste *in fine* à faire financer par les opérateurs souscrivant des lignes le coût des lignes déployées non souscrites.

Si Tutor comprend la logique sous-jacente, elle craint, compte tenu de l'importance du coût de la réserve qui en résulte, que ce mécanisme soit en réalité contreproductif car inéquitable et déséquilibré.

En effet, et comme le relevait la société Iliad dans sa contribution de juillet 2014¹¹, la mise en place d'un mécanisme de réserve défavorise les opérateurs qui investissent dès l'origine dans la fibre par rapport à ceux qui adoptent une position attentiste, en particulier dans les cas d'offres de location à la ligne. La réserve, compte tenu de son impact financier, exacerbe même une telle situation puisque, dans ce cas précis, plus l'opérateur attendra pour migrer vers la fibre, plus il aura de chances d'entrer sur le marché avec un tarif amélioré. Ainsi, les opérateurs qui souscrivent tôt à ces offres de location à la ligne sont doublement pénalisés : (i) ils n'ont aucun avantage tarifaire par rapport à une position d'attente et (ii) ils paient d'emblée à travers la réserve des frais de portage dont ils ne sont pas à l'origine.

Plus encore, si les anticipations de l'opérateur d'infrastructure sont mauvaises et si le taux de pénétration s'avère inférieur à ses prévisions, l'application du mécanisme de réserve pourrait conduire cet opérateur à augmenter ses tarifs, situation qui porterait préjudice aux opérateurs déjà présents sur le réseau, accroissant encore leur risque.

Pour que les réseaux fibre puissent se développer il convient de réfléchir à un mécanisme incitatif et vertueux permettant d'assurer le développement du réseau.

Il convient en outre de donner des marges de manœuvre aux opérateurs d'infrastructures pour que, dans l'hypothèse où les taux de pénétration augmentent, ceux-ci puissent modifier leurs tarifs à l'égard de leurs clients dans un sens favorable (soit à la baisse et non à la hausse comme le ferait l'application mécanique du dispositif de réserve)

Dans ce contexte, Tutor recommande l'abandon du mécanisme de réserve qui tend à décourager les opérateurs de s'implanter sur les RIP en leur proposant des tarifs désincitatifs et en étant générateur d'une trop grande incertitude. A défaut, il conviendrait au minimum de plafonner le montant de la réserve de manière à sécuriser les opérateurs de détail.

A ce stade, il est nécessaire de souligner que si la réserve vise à couvrir les coûts inhérents au financement des prises déployées mais non souscrites, l'objectif ne sera en toute hypothèse pas atteint si *in fine* ce mécanisme empêche la commercialisation du réseau.

¹¹ Réponse de Iliad à la consultation ARCEP relative au modèle de tarification de l'accès aux réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné, juillet 2014.

Aujourd'hui, il est donc essentiel pour les RIP de pouvoir enclencher une dynamique commerciale. Le mécanisme de la réserve fait courir un risque important sur ce point.

Il paraît en revanche préférable de prévoir la possibilité de mettre en place des tarifs incitatifs pour les opérateurs de détail leur garantissant des niveaux tarifaires leur assurant de pouvoir mettre en œuvre une stratégie commerciale efficace de conversion de leurs abonnés cuivre en abonnés fibre.

3) *L'absence de mécanisme incitatif dans le cadre de la tarification envisagée pour les offres de location à la ligne*

Du point de vue de Tutor, un des aspects les plus problématiques de la modélisation préconisée par l'ARCEP est l'absence de mécanismes incitatifs et favorables aux opérateurs de détail s'agissant des offres de location à la ligne.

Or, cet élément peut s'avérer clé pour le futur développement des RIP afin de créer un cercle vertueux de commercialisation.

Ainsi, Tutor considère qu'il est essentiel de pouvoir intégrer dans le modèle proposé par l'ARCEP des mécanismes de tarification dégressive, ainsi que cela est pratiqué classiquement par les opérateurs commerciaux dès lors que leurs clients atteignent certains volumes de commande significatifs.

Sur le plan économique, cette tarification dégressive est justifiée par les économies d'échelle et diminution de coûts qu'induit l'augmentation des volumes commandés. De tels effets peuvent également être constatés dans le cadre des réseaux de fibre optique.

Certes, l'ARCEP n'ignore pas totalement le point puisqu'elle intègre un dispositif de tarification dégressive en matière d'offre de cofinancement s'agissant du segment PRDM-PM pour lequel elle indique que « *l'achat par les opérateurs cofinanceurs d'un droit d'usage de long terme sur une ou plusieurs fibres pour une durée similaire aux offres entre le PM et le PBO. Le tarif de ce droit d'usage est généralement calculé pour une fibre en introduisant une dégressivité en fonction du nombre de fibres concernées* »¹².

Pour autant, aucun dispositif similaire n'est introduit sur les autres segments, notamment sur les offres de location à la ligne, ce qui paraît pourtant nécessaire, ne serait-ce que pour assurer la cohérence tarifaire des différentes offres et tenir également compte des coûts effectivement supportés par l'opérateur d'infrastructure.

La pertinence économique de la mise en place d'un tel mécanisme de dégressivité paraît d'autant plus évidente que la souscription d'un volume important de lignes en location passive ou active génère des économies de coûts tant en matière de coûts d'investissements que de coûts d'exploitation pour l'opérateur d'infrastructure.

En effet, en contrepartie d'engagements de volumes, l'opérateur d'infrastructures peut optimiser ses achats (matériels et prestations), bénéficier d'un effet volume et rationaliser son

¹² Voir p. 6 de la consultation publique.

organisation interne et ses méthodes de production (possibilité d'industrialiser les processus). Il minimise ainsi ses charges de commercialisation et de gestion et il optimise son temps. Enfin, il lui est possible d'amortir ses charges fixes sur un plus grand volume de prises commercialisées, point essentiel comme le démontre la forte variabilité du modèle au taux de pénétration.

Au regard de ces éléments, il paraît donc justifié que l'opérateur d'infrastructures puisse proposer une dégressivité des tarifs des prestations qu'il offre sur le marché de gros dès lors qu'en parallèle l'opérateur de détail, par les engagements de volume qu'il est susceptible de souscrire, peut lui offrir l'accès à d'importantes économies de coûts.

Tutor a d'ailleurs constaté un réel intérêt des opérateurs de détail pour de telles modalités de tarifications et certains délégataires ont d'ores et déjà considéré pertinent de les adopter.

Pour l'ensemble de ces raisons, Tutor considère nécessaire que l'Autorité prenne en compte la dégressivité tarifaire au volume de lignes souscrites dans le cadre du modèle soumis à consultation publique, ce qui aurait pour vertu générale d'attirer des opérateurs s'engageant à souscrire rapidement, sans pénaliser pour autant ceux arrivant tardivement.

4) *La question du renouvellement des lignes cofinancées et du tarif applicable dans ce cadre*

A l'heure actuelle, l'ARCEP a pris le parti, dans le cadre de sa modélisation, de ne pas se prononcer sur la tarification du renouvellement des droits d'usage des lignes cofinancées.

Le point est loin d'être négligeable. En effet, cette absence de lisibilité et de prévisibilité, alors même que les réseaux ont naturellement vocation à survivre à la période initiale de ces droits d'usage (fixée à 20 ans par le modèle), crée une incertitude économique tant pour les collectivités que pour les délégataires de RIP, ce qui peut leur être gravement préjudiciable.

La tarification de ce renouvellement peut en effet fluctuer entre un euro symbolique et le coût d'une rénovation complète du réseau, alors même que sa durée de vie dépasse assez naturellement cette première période. Dans ce second cas, les opérateurs seraient d'autant plus frileux à s'engager, puisque leurs coûts à terme seraient autrement plus importants. L'ARCEP a ainsi tout à gagner à faire preuve de plus de transparence sur ce point, en vue de conforter les opérateurs et encourager leurs investissements.

5) *La trop grande sensibilité du modèle à certains paramètres*

Relativement aux Questions 6 à 10 et, par extension, à la partie 4 de la consultation relative à la sensibilité du modèle aux différents jeux de paramètres, Tutor a, pour permettre à l'ARCEP de bénéficier concrètement de son expérience en tant que délégataire de multiples DSP, décidé de modéliser une de ces DSP dans le tableur proposé et procédé à la variation de différents éléments afin de le confronter à la réalité pratique des RIP.

Cette DSP de type concessive porte sur [100 000 à 500 000] lignes, pour une durée de 25 ans. Toutefois, comme le modèle de l'ARCEP part d'une hypothèse de 100 000 prises déployées en 10 ans, Tutor a ventilé les déploiements de sa DSP au *prorata* afin de s'adapter à

l'hypothèse. De plus, concernant les taux de co-financement, ainsi que les taux de pénétration généraux et spécifiques aux locations, Tutor est reparti des éléments dont elle disposait dans le cadre de la DSP. Enfin, concernant les coûts à la ligne, Tutor l'a ramené au coût de construction.

En l'état le modèle aboutissait à un tarif de location à la ligne passive de [10 à 15]€, pour un récurrent mensuel par ligne cofinancée active de [5 à 10]€.

a) Test de sensibilité sur le coût de génie civil

Dans un deuxième temps, Tutor s'est penché sur l'impact du **coût du génie civil**, en particulier au regard de la multiplication par un facteur supérieur à 10 de cette charge sur une période de 25 ans (passage de 2,36€ à l'année 1 à 25€ à l'année 25) d'après les estimations non explicitées de l'ARCEP ainsi qu'exposé au point 1)b).

En prenant comme hypothèse que l'augmentation anticipée par l'ARCEP serait 40% moins importante qu'elle n'est aujourd'hui modélisée dans le modèle (soit un plafonnement du coût du GC à 15€– ce qui représente néanmoins une multiplication par plus d'un facteur 6 du tarif initial), Tutor a pu observer que le tarif de location à la ligne passive et le tarif récurrent mensuel par ligne cofinancée active diminueraient tous deux de [0 à 5]€ (soit respectivement une baisse de [5 à 15] % et [15 à 20]%). L'impact est donc considérable et conforte la nécessité d'avoir une détermination précise et objective de ces coûts de GC.

b) Test de sensibilité relatif au tarif non récurrent du segment PM-PBO

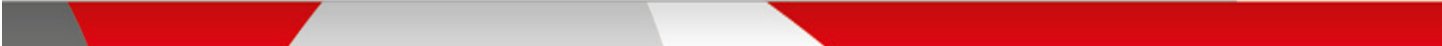
Dans un troisième temps, Tutor s'est intéressé à l'impact de la modification du **coût à la ligne**, en partant du principe que le nombre avancé par l'ARCEP dans sa consultation publique, à savoir 500€, n'ayant pas été explicité, il était possible qu'il soit amené à être modifié. Dès lors, une diminution de 10% (passage de 500€ à 450€) du tarif permettrait selon le modèle de diminuer le tarif de location à la ligne passive de pas moins de [0 à 5]€ (soit plus de [5 à 15]% de diminution) et le récurrent mensuel par ligne cofinancée active de pas moins de [0 à 5]€ (soit quasiment [5 à 15]%).

Ce test confirme l'importance pour les opérateurs d'infrastructure et les collectivités de pouvoir s'appuyer sur un tarif pertinent du segment PM-PBO. En l'état actuel du modèle, tel ne paraît pas être le cas. Par ailleurs, il apparaît nécessaire que ce tarif puisse être ajusté en fonction de la réalité du projet modélisé et pas d'un tarif générique pris comme une référence nationale.

c) Test de sensibilité relatif au taux de pénétration et impact du mécanisme de réserve

Enfin, Tutor s'est penché sur l'importance du **taux de pénétration**. Pour ce faire, Tutor a pris pour hypothèse le taux de pénétration de la courbe DSL (2002-2013) qui permet d'atteindre à terme un taux de 80% ([SDA]). Par ce seul paramètre, le tarif de location à la ligne passive a subi une diminution de [0 à 5]€ (soit quasiment [20 à 30]% de baisse) et le récurrent mensuel par ligne cofinancée active une baisse de [0 à 5]€ (soit près de [35 à 45]%).

Ce dernier test est particulièrement révélateur de l'effet auto-entraînant du mécanisme de réserve qui, ainsi que Tutor l'a déjà exposé, apparaît à la lumière de ces chiffres comme



particulièrement critiquable et dangereux car susceptible de créer un cercle vicieux au préjudice du développement des réseaux de fibre optique dans les ZMD. Ainsi, le faible taux de pénétration initial est sanctionné par une tarification plus élevée, puisque l'utilisateur se retrouve à devoir payer pour les lignes inactives. Or ce n'est pas ce tarif élevé qui va permettre de remédier aux faibles taux de pénétration mais bien justement un tarif plus bas qui peut permettre d'attirer de nouveaux opérateurs.

Ces informations révèlent d'autant plus la nécessité, déjà soulignées au point 2), de revenir sur le mécanisme de réserve.